



**HAL**  
open science

# La police dans la politique brésilienne post-Bolsonaro : une force centripète

Gabriel Feltran

► **To cite this version:**

Gabriel Feltran. La police dans la politique brésilienne post-Bolsonaro : une force centripète. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.26-31. 10.25647/etudesduceri.271-272.05 . hal-04419264

**HAL Id: hal-04419264**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04419264>**

Submitted on 26 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

## La police dans la politique brésilienne post-Bolsonaro : une force centripète par Gabriel Feltran

Dans les favelas et les périphéries de São Paulo, l'ordre étatique coexiste avec celui des factions et des milices, des justiciers et des policiers qui agissent en dehors de la loi. Ces dix dernières années, la coexistence intime entre ces différents régimes de pouvoir armé, auparavant observable uniquement dans les territoires périphériques, a été portée au centre de la vie politique brésilienne<sup>1</sup>. A rebours de la promesse démocratique d'étendre la citoyenneté aux périphéries, les mécanismes de régulation institutionnelle ont perdu de leur force tandis que le cœur du pouvoir étatique a été subverti par des formes élémentaires de vie politique basées sur la violence qui ont longtemps été hégémoniques dans les périphéries.

Depuis les émeutes urbaines de 2013, et de manière beaucoup plus évidente sous l'administration Bolsonaro, une force centripète amenuise les garanties institutionnelles et tend à confiner la politique à l'exercice de la violence, dans son expression la plus brute. Ce n'est pas une coïncidence si les acteurs armés se sont politisés et ont acquis une certaine notoriété au niveau national. Jair Bolsonaro ne dirige plus le pays, mais ce mouvement centripète perdure. Chaque action politique entraîne une réaction violente. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons qu'en 2021, un arrêt de la Cour suprême visant à réduire de 70 % la létalité policière à Rio de Janeiro, l'ADPF 635, réclamé par des universitaires et des juristes, a eu pour réponse immédiate l'opération policière la plus meurtrière de l'histoire de l'Etat, le « massacre de Jacarezinho », qui a fait 28 morts<sup>2</sup>. Une conférence de presse<sup>3</sup> donnée après l'événement par des officiers de police, dénonçant « l'activisme judiciaire » et menaçant les « pseudo-spécialistes de la sécurité publique », n'a laissé aucun doute sur la nature politique de l'opération de police : il s'agissait de défendre la « bonne société ». Les exemples de ce type sont nombreux ces dernières années. L'autonomie de la police est une revendication centrale du mouvement politique des policiers, qui a été mené et incarné par le bolsonarisme.

Loin de tout contrôle civil ou étatique, les fractions les plus politisées de la police se moquent de la Cour suprême, du Congrès national, des gouverneurs de gauche et de tous ceux qui croisent leur chemin. Intégrer les institutions politiques ne serait qu'un moyen pour la police qui, au Brésil, peut se présenter et exercer des fonctions électives et gouvernementales.

---

<sup>1</sup> Au Brésil, il existe différents acteurs armés, militaires et non étatiques. Chacun d'entre eux – criminels, opérateurs de protection et agents de l'Etat – agit selon différents codes d'honneur, sens de la justice et valeurs, ce qui correspond à des formes plurielles de gouvernance matérielle des marchés illégaux et informels. Bien que tous rivalisent pour réguler et gouverner les chaînes d'accumulation illégale, chacun le fait à sa manière. Au fil du temps, ces logiques plurielles se traduisent par la coexistence de régimes de pouvoir locaux, voire transnationaux, avec les légitimités et les normativités informelles correspondantes, ainsi que des formes et des instruments concrets de gouvernance. G. Feltran, « Illicit economies in Brazil : An ethnographic perspective », *Journal of Illicit Economies and Development*, Vol. 1, n° 2, 2019, pp. 145-154 (<https://doi.org/10.31389/jied.28>) ; C. Halpern, P. Lascoumes et P. Le Galès, *L'Instrumentation de l'action publique : Controverses, résistance, effets*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014.

<sup>2</sup> L'événement a eu un retentissement international, mais il a vite été oublié car des opérations similaires, bien que moins létales, occupent fréquemment les médias : J. Barbon, G. Queirolo et I. Nogueira, « Saiba quem são e como morreram as 28 vítimas do Jacarezinho », *Folha de S. Paulo*, 12 mai 2021.

<sup>3</sup> [www.youtube.com/watch?v=LOSEeT1NTjQ](https://www.youtube.com/watch?v=LOSEeT1NTjQ)

La finalité de leur action, disent-ils, est de « défendre la société ». En 2023, ce mouvement politique d'extrême droite est bien intégré au sein de différents partis politiques. Il est parvenu à former des alliances pour obtenir une majorité à la Chambre des députés et au Sénat fédéral, il est puissant chez les juges et très puissant au sein du ministère public. Il est également bien représenté parmi les professions libérales, exerce une certaine influence auprès des grands médias et des sociétés de télévision, ainsi que sur les agences de régulation. Il dispose également d'appuis dans les milieux commerciaux et financiers, y compris dans l'agro-industrie, et contrôle actuellement des positions centrales au sein de l'Etat, à tous les niveaux (municipal, étatique et fédéral) et dans les trois branches du gouvernement (judiciaire, législative et exécutive). A ces postes, y compris au sein de l'exécutif des trois Etats les plus riches de la fédération, des « hommes de bien » – comme se surnomment les bolsonaristes – ont un accès privilégié aux fonds publics.

Les bases idéologiques et matérielles de ce mouvement, qui veut établir un régime totalitaire, sont fondées sur les forces de sécurité. Les dépenses du budget fédéral 2020 dans les domaines de la défense (73 milliards de reais), de la sécurité (11 milliards de reais) et de la police fédérale (7 milliards de reais)<sup>4</sup> constituaient déjà une base matérielle suffisante pour mettre en œuvre leur projet politique au niveau national. Bolsonaro n'est plus à la tête du pays mais il est parvenu à verrouiller des positions de pouvoir dans le secteur de la sécurité et l'administration pénitentiaire des 27 Etats. C'est de là que proviennent les fonds qui alimentent la police militaire et civile, à hauteur de 170 milliards de reais par an selon le Portal da Transparencia, organisme officiel de l'Etat brésilien. A lui seul, d'après la même source, le gouvernement de São Paulo a alloué 29 milliards de reais à la sécurité publique en 2019. Selon le Conseil national de la justice, 15,8 milliards de reais supplémentaires ont été consacrés au système pénitentiaire. Les ressources des gardes municipaux, désormais armés et dotés d'un budget élargi dans tout le pays, viennent compléter le secteur pénal du système judiciaire pour constituer cette gigantesque machine répressive. Mais ce n'est pas tout. La sécurité privée s'ajoute à ces moyens avec 33,7 milliards de reais par an<sup>5</sup>. Ensemble, ces forces de l'ordre constituent de loin le budget le plus important du pays pour une politique sectorielle.

Alors que l'argent coule à flot pour alimenter ce modèle sécuritaire profondément inefficace, l'insécurité croissante dans le pays incite la police et le personnel militaire à réclamer toujours plus de ressources, comme si les raids systématiques effectués par des policiers corrompus sur des marchés illégaux très lucratifs – drogues, armes, exploitation minière, bois et véhicules illégaux, accaparement de terres, etc. – ne suffisaient pas. Ces marchés ont connu une croissance exponentielle depuis la transnationalisation de l'économie brésilienne dans les années 1990. Tout l'argent, légal ou illégal, ainsi gagné serait justifié par la corruption endémique de la politique et les risques encourus pour régénérer le pays en le débarrassant de ses criminels. Les policiers politisés sont au centre d'une lutte politique qu'ils considèrent comme héroïque. La police est à leurs yeux le dernier rempart du pays contre la barbarie. Ils forment un mouvement réactionnaire dont nous tentons ici de saisir le moteur.

---

<sup>4</sup> Données officielles du portail de transparence de la gestion publique du gouvernement fédéral, disponibles à l'adresse suivante : <https://portaldatransparencia.gov.br/orcamento>

<sup>5</sup> A. Vialli, « Setor de segurança privada faz ajustes e revê projeções », *Folha de S. Paulo*, 25 avril 2020.

## L'émergence des factions criminelles en tant que régimes de pouvoir

Le premier des régimes de pouvoir autrefois cantonnés aux périphéries et désormais étendus à d'autres espaces tels que les ports, les aéroports et les frontières, est celui qui émane des factions criminelles<sup>6</sup>. Ces dernières se sont renforcées dans les marges urbaines sous l'effet d'un double mouvement : d'une part, elles ont cherché à exercer le monopole de la violence dans les prisons et les territoires périphériques et, d'autre part, elles ont intégré les codes d'honneur et le sens de la justice qui structuraient et organisaient ce que l'on appelle les « communautés » et se sont approprié ces normes. Habituellement exclues du périmètre de l'action étatique, ces communautés ont développé leurs propres pratiques d'autodétermination et leur justice coutumière. Les factions les ont institutionnalisées pour en faire des outils de pouvoir très sophistiqués, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Ce qu'on appelle dans la presse brésilienne les « tribunaux du crime » sont en fait l'application pratique d'une justice traditionnelle, d'origine vétérotestamentaire : tu ne dois pas « *cagoetar* », moucharder, ou en termes religieux, faire un faux témoignage ; tu ne dois pas convoiter la femme de ton prochain ; tu ne dois pas tuer sans l'approbation de la faction, du groupe criminel ; tu ne dois pas voler dans le quartier, c'est le Crime qui assure la sécurité et donc régule l'ordre social ; tu ne dois pas appeler la police si ton établissement ou ta voiture a été cambriolé.

Les factions se sont renforcées en consolidant ces principes de vie commune, mais ne seraient pas aussi puissantes si elles n'avaient acquis des bases matérielles solides pour exercer leur pouvoir. Depuis l'émergence des marchés transnationaux de la cocaïne à Rio de Janeiro et à São Paulo dans les années 1970 et 1980, ces codes de conduite ont réglementé non seulement les quartiers, mais aussi d'immenses marchés comme celui du transport de la cocaïne vers l'Europe. Lorsque les factions ont investi ces marchés et commencé à réglementer les maillons de leurs chaînes mondiales, il s'est produit une accumulation de richesse sans précédent au sein des communautés les plus pauvres du pays. L'expansion à l'échelle nationale des activités du Comando rouge et du Premier commando de la capitale (PCC), deux puissantes organisations criminelles brésiliennes, a transformé la dynamique de la violence et du pouvoir dans tout le pays. Le Nord et le Nord-Est ont connu une hausse spectaculaire des courbes d'homicides au début du nouveau millénaire, lorsque ces factions ont rompu en 2016 le pacte tacite de non-agression qui régissait leurs relations depuis vingt-trois ans. Les marchés des armes et des drogues, des véhicules volés, des pièces automobiles, des assurances, des ventes aux enchères, des minéraux, du bois, entre autres, sont transnationaux et réglementés dans une large mesure par ces deux factions et d'autres.

L'argent illégal provenant de ces marchés est ensuite transformé en richesse mondiale par les comptables, les agents de change illégaux, les avocats et les banquiers. Le taux de change qui profite aux exportateurs de matières premières profite également aux exportateurs de cocaïne, de minerai illégal et de pièces détachées de voitures volées. Les ports, les aéroports et les frontières sont désormais d'une importance capitale pour les entreprises (il)légalles, comme pour toute activité mondialisée. La consommation de produits illégaux génère d'énormes sommes d'argent pour les trafiquants et les contrebandiers, qui les blanchissent en créant différentes

---

<sup>6</sup> G. Feltran, « Illicit economies in Brazil... », art. cité.

entreprises dans tous les domaines de l'économie, et alimentent à leur tour l'économie légale et le fisc. Ce régime de pouvoir basé sur les activités criminelles des factions fonde évidemment son autorité sur le recours à la violence armée. A titre d'exemple, la police civile estime à 3 500 le nombre de fusils en possession des factions criminelles dans la seule ville de Rio de Janeiro<sup>7</sup>.

### La réaction de la police

La réaction politique à cette expansion de la criminalité organisée est venue des rangs de la police et d'autres personnels militaires. Ainsi, certains d'entre eux, et ils sont nombreux, s'attaquent régulièrement et de manière organisée à ces marchés illégaux et à leurs opérateurs<sup>8</sup>. Ils en tirent profit en extorquant de l'argent aux revendeurs, concessionnaires automobiles, commerçants et habitants. Ces sommes peuvent atteindre deux cent mille reais (soit 37 500 euros environ) par semaine pour un seul point de vente, comme cela m'a été rapporté au cours de mes recherches sur le terrain dans la zone orientale de São Paulo<sup>9</sup>. Le montant est négocié en fonction de la capacité à affronter la faction locale, raison pour laquelle la guerre des polices est explicitement axée sur la prise de territoires et de marchés aux factions.

Pour mener à bien ce projet – gagner de l'argent en éliminant d'une balle les criminels –, ces policiers corrompus mettent à profit le marché de la sécurité privée, dirigé par ces mêmes policiers qui travaillent pour des compagnies de sécurité privée en dehors de leurs heures de service ou par d'anciens policiers entrepreneurs, retraités ou non, qui veulent également constituer des forces autonomes. Ces hommes ont intégré des conseils de sécurité communautaires (Consegs)<sup>10</sup>, mais aussi des conseils des droits de l'homme, de la diversité, de tutelle ou encore des droits de l'enfant et de l'adolescent. Alliés à des groupes religieux très conservateurs, ils ont rencontré une certaine opposition, ce qui a renforcé leurs convictions en faveur de la famille et contre la dépravation, aujourd'hui inculquées par des groupes d'extrême droite organisés à l'échelle internationale.

La base matérielle de ce mouvement désormais bien introduit dans les institutions provient de l'accumulation de richesse sur les marchés de la protection, réinvestie dans la sécurité publique et privée. La forme la plus élémentaire de ce régime de pouvoir est celle des milices, qui contrôlent aujourd'hui 57,5 % du territoire de Rio de Janeiro, selon les données du Groupe d'étude sur les nouveaux illégalismes (GENI-UFF)<sup>11</sup>. Ce régime se manifeste dans tous les autres

---

<sup>7</sup> « Polícia do RJ estima que até 3.500 fuzis estejam nas mãos de criminosos », *G1*, 23 septembre 2019.

<sup>8</sup> M. Misse, « Violence, criminal subjection and political merchandise in Brazil : An overview from Rio », *International Journal of Criminology and Sociology*, Vol. 7, 2018, pp. 135-148 (<https://doi.org/10.6000/1929-4409.2018.07.09>).

<sup>9</sup> G. Feltran, « La guerre au quotidien : notes ethnographiques sur le conflit urbain à São Paulo (Brésil) », *L'Homme*, n° 219-220, 2016, pp. 93-113 ; A. Tarrus, *La Mondialisation criminelle*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2015.

<sup>10</sup> Au Brésil, toutes les villes, même les plus petites, doivent mettre en place des Consegs, des instances communautaires de participation aux politiques de sécurité. Dans les grandes villes, chaque quartier ou district de police peut en avoir un. Il en va de même pour les autres politiques publiques mentionnées. Il s'agit d'un système de participation sociale aux politiques publiques, dans une perspective de démocratie participative.

<sup>11</sup> GENI/UFF e Fogo Cruzado, « Mapa histórico dos grupos armados no Rio de Janeiro », septembre 2022 (<https://geni.uff.br/2022/09/13/mapa-historico-dos-grupos-armados-no-rio-de-janeiro/>).

dispositifs d'extorsion de la police et de ses alliés dans le monde des affaires et de la politique, dans tout le pays. Ces arrangements sont tellement connus qu'ils ont leur propre vocabulaire, de l'informel à l'institutionnel : *arrego, acerto, pagar madeira, propina, suborno*, etc.

Basée sur la loi du Talion et une masculinité traditionaliste, cette forme élémentaire de pouvoir se heurte aux fondements de la promesse moderne (jamais tenue, même à la marge) des droits de l'homme universels. Il n'y a pas d'humanité commune, nous dit la police. Ce qui existe, c'est une fracture fondamentale séparant les citoyens et les criminels qui implique inexorablement une guerre juste : les bons citoyens sont ordonnés et pacifiques, ils ne veulent pas la guerre, mais y sont acculés par les criminels. Il faut retrouver nos repères en tant que « nation du Christ », avant qu'il ne soit trop tard<sup>12</sup>.

Les groupes WhatsApp de ces policiers, militaires et entrepreneurs en sécurité privée célèbrent la mort des jeunes voyous, en envoyant des memes et des stickers sarcastiques : moins il y en aura, plus le monde sera propre. Autonomie policière, mépris des institutions républicaines, masses incitées à la haine et à l'ethnocide : ce projet exprime toutes les caractéristiques d'un mouvement totalitaire qui dispose désormais d'un programme de gouvernement et se structure comme un régime de pouvoir au sein des institutions étatiques, même sans Bolsonaro.

### **L'Etat de droit démocratique**

Le troisième régime de pouvoir que l'on peut observer dans les favelas et les périphéries est l'Etat de droit qui, dans le Brésil post-dictature, s'est adossé à la participation de la société civile pour garantir des droits à l'ensemble de la population. Contrairement aux apparences, cet Etat n'est pas absent des périphéries. Quiconque connaît une favela ou un lotissement, voire un quartier périphérique autoconstruit sait que l'Etat de droit s'y exerce (bien que précairement), et pas seulement dans sa dimension répressive : il y est incarné par des travailleurs de la santé, des enseignants et autres professionnels de l'éducation, des travailleurs sociaux et des défenseurs des droits de l'enfant et de l'adolescent, travaillant dans des structures publiques ou des entités sociales financées par les municipalités à faible budget. Ces organisations sont quasiment toujours liées à des institutions religieuses catholiques et évangéliques, plus rarement à des groupes laïcs tels que des organisations non gouvernementales ou des syndicats. Leur présence et leurs actions témoignent à la fois de la protection sociale que souhaite dispenser l'Etat qui les finance et de la logique religieuse philanthropique qui les administre.

Les femmes de ménage, les travailleurs informels et indépendants, les maçons, les adjoints des services généraux et les travailleurs externalisés n'ont bénéficié d'aucun droit social au cours de leur vie. C'est dans ce segment inférieur des périphéries que la reproduction des inégalités entre générations est la plus forte et la plus visible. Et c'est de cette frange de la population qu'est issue la minorité de jeunes habitants des favelas qui, hier comme aujourd'hui, occupent les rangs inférieurs des marchés illégaux, de la criminalité violente et de la protection. Les policiers

---

<sup>12</sup> De temps en temps, des scènes de cérémonies religieuses dans les casernes de police au cours de l'entraînement quotidien apparaissent dans les journaux. G. Nascimento et T. e Dias, « Fardados e consagrados. Como a Igreja Universal está doutrinando as forças policiais do Brasil – e os governos fingem que não veem », *Intercept Brasil*, 29 mai 2023.

de rang inférieur sont également issus de ces couches inférieures de travailleurs, tandis que les officiers le sont généralement des classes moyennes. Les policiers intègres, qui agissent conformément à la Constitution fédérale et à la Constitution de leur Etat, sont malheureusement rares dans les favelas et les périphéries. Ils finissent tôt ou tard par quitter leur fonction afin de ne plus participer à la guerre qui s’y déroule, car ils ne sont pas motivés par l’appât du gain. Ceux qui poursuivent cette guerre sont les mauvais éléments de la police, les milices, les tueurs et les justiciers qui agissent dans l’illégalité et accèdent à des postes de commandement institutionnel dans leurs propres corporations, organisant le pillage afin de pouvoir s’approprier les fonds publics. Plus d’argent, plus d’armes et de nouveaux postes institutionnels.

Historiquement, des sociétés tribales aux Etats modernes, les régimes politiques stables sont ceux qui sont parvenus à transcrire en un projet politique les idéaux partagés par une large partie de la société (ses valeurs religieuses, ses croyances et ses idéologies, ses normes et ses principes de justice les plus divers). Cependant, pour que ces idéaux et ces projets puissent être convertis en pouvoir effectif, des ressources matérielles et des armes de guerre sont nécessaires. La tradition sociologique, de Max Weber<sup>13</sup> à Charles Tilly<sup>14</sup>, nous enseigne que les guerres et le pillage sont à la base de tous les Etats contemporains. Les marchés illégaux d’aujourd’hui, couplés à des budgets publics conséquents, fournissent une base matérielle substantielle pour que d’autres élites politiques se constituent – ici dans les rangs de la police et de ses alliés, et en réaction à de nouvelles élites issues des marchés illégaux et leurs alliés. La rhétorique de la lutte militarisée de la police contre les criminels, autrefois limitée aux territoires des favelas et des périphéries, est aujourd’hui placée au cœur de la politique brésilienne. Jamais autant d’argent n’a été investi dans une prétendue guerre étatique contre la criminalité, qui a favorisé l’autonomie militaire et policière précisément au dépens de l’Etat tel qu’il est constitué aujourd’hui.

Pourtant, ce conflit entre différents régimes de pouvoir est interne à l’Etat et rarement étudié sous cet angle, la majeure partie des travaux politiques universitaires se concentrant sur les gouvernements et les mandats législatifs progressistes, en particulier ceux des grandes villes. Or, la situation est très différente pour les quelque 5 800 municipalités du pays et leurs milliers de représentants politiques. Ces dernières années, il est devenu de plus en plus habituel d’apporter une réponse violente à tout problème politique. Ce qui était la routine du pouvoir dans les favelas et les périphéries devient aujourd’hui une norme plus générale. Les plus pauvres connaissent déjà cette histoire. Peut-être ne la connaissons-nous pas aussi bien que nous le devrions.

---

<sup>13</sup> M. Weber, *Concepts fondamentaux de sociologie*. Textes choisis, traduits de l’allemand et introduits par Jean-Pierre Grossein, Paris, Gallimard, 2016.

<sup>14</sup> C. Tilly, *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*, Oxford, Basil Blackwell, 1990.

**Pour citer ce chapitre** : Gabriel Feltran, « La police dans la politique brésilienne post-Bolsonaro : une force centripète », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L’année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : [www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude](http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude)].